



VILLE DE BEAULIEU-SUR-MER
ALPES-MARITIMES - 06310

ARRETE MUNICIPAL PORTANT AUTORISATION DONNEE A LA SARL MONACLEAN
A OCCUPER LE DOMAINE PUBLIC COMMUNAL AU 12 AVENUE MARECHAL FOCH
LE 12 AOUT 2025 DE 08H00 A 16H00 AFIN D'EFFECTUER UN ENTRETIEN DE
CANALISATIONS

N° : **25 08 12** DATE D’AFFICHAGE : **06 AOUT 2025**

LE MAIRE DE LA VILLE DE BEAULIEU-SUR-MER

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques,
Vu le Code Pénal,
Vu le Code de la route,
Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2213-1 à L.2215-1,
Vu l’arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et
autoroutes et les textes subséquents,
Vu la délibération municipale n°4 du 06 décembre 2022 portant sur les droits de voirie, places et
stationnements – actualisation,

Vu la demande en date du 04 août 2025 présentée par LA SARL MONACLEAN ayant son
siège social au 35, avenue des Papalins, immeuble Les Sporades, BP 627, 98013 MONACO,
(Tél : +377.97.77.66.55) en vue d’occuper, le 12 août 2025 de 08h00 à 16h00, une partie du
domaine public communal situé au 12, avenue Maréchal Foch, afin d’effectuer un entretien de
canalisations.

Considérant que cette occupation se caractérise par une réservation de stationnement d’une
superficie de 10 m².

Considérant qu’il convient de répondre favorablement à cette demande.

ARRETE

Article 1^{er} : LA SARL MONACLEAN est autorisée à occuper le 12 août 2025 de 08h00 à
16h00, une partie du domaine public communal situé au 12, avenue Maréchal Foch, afin
d’effectuer un entretien de canalisations.

Article 2 : Durant toute la durée de cette occupation, le stationnement des véhicules à moteur et
des deux roues est strictement interdit dans l’emprise définie à l’article 1^{er} du présent arrêté.

Article 3 : Le bénéficiaire de la présente autorisation est responsable de tout accident ou
incident pouvant survenir du fait de la mise en place et de l’utilisation de cette structure.



Article 4 : La présente autorisation n'est pas transmissible et ne peut être cédée.

Article 5 : La validité du présent arrêté prendra fin au plus tard le mardi 12 août 2025 à 16 heures 00.

Article 6 : Le permissionnaire devra disposer des assurances nécessaires le couvrant, lors de cette occupation, contre tout sinistre avec les tiers.

Article 7 : L'entretien et la remise en état du site, en cas de dégradation lors de cette occupation, est à la charge du bénéficiaire.

Article 8 : La présente autorisation est révocable à tout moment sans indemnité pour un motif d'intérêt général, dans l'intérêt du domaine public maritime, en vue de sauvegarder l'ordre public et faute pour le bénéficiaire de se conformer aux dispositions du présent arrêté. La révocation sera prononcée par arrêté et notifiée dans la forme administrative.

Article 9 : Conformément à l'article R.421-1 du code de justice administrative, tout recours devra être présenté devant le tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois à compter de la date de notification de l'arrêté et de l'accomplissement des formalités de publicité.

Article 10 : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication et d'un affichage selon les règles en vigueur et sera adressé à :

- Le Bénéficiaire,
- Monsieur le Commandant de la Brigade de la Gendarmerie Nationale de Beaulieu-sur-Mer,
- Monsieur le Chef de Service de la Police Municipale,

Chargés chacun en ce qui le concerne d'en assurer son exécution.

Fait à Beaulieu-sur-Mer, le 06 AOUT 2025

Le Maire,
Roger ROUX

